



**PRÉFET  
DES CÔTES-  
D'ARMOR**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction départementale  
de la protection des  
populations**

## **ARRÊTÉ PRÉFECTORAL**

**portant décision après examen au cas par cas en application  
de l'article R. 122-3 du code de l'environnement  
LE NY Claudine et Morgane à Saint-Servais**

Le préfet des Côtes-d'Armor,  
Chevalier de la Légion d'Honneur

- Vu** la directive 2011/92/UE du parlement européen et du conseil du 13 décembre 2011 modifiée concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;
- Vu** le code de l'environnement et notamment ses articles L. 122-1 II et IV, R. 122-2 et R. 122-3 ;
- Vu** la loi du 10 août 2018 pour un État au service d'une société de confiance (ESSOC) et notamment son article 62 modifiant les conditions de l'examen au cas par cas ;
- Vu** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- Vu** le décret du 23 octobre 2024 portant nomination de Monsieur François GUILLOTOU de KERÉVER, préfet des Côtes-d'Armor ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 12 janvier 2017 fixant le modèle du formulaire de la « demande d'examen au cas par cas » en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 22 janvier 2004 au nom de M. et Mme Yves LE NY, modifié le 03 février 2014, autorisant Mme LE NY Claudine, dont le siège social est situé au lieu-dit «Goas Ven» à Saint-Servais, à exploiter à cette adresse, un élevage avicole de 99 400 animaux équivalents et 132 533 emplacements ;

- Vu** le récépissé de déclaration délivré le 16 décembre 2011 au nom de M. Nicolas LE NY pour l'exploitation d'un élevage avicole de 30 000 animaux équivalents au lieu-dit « Goas Ven » à Saint-Servais ;
- Vu** le changement de nom de M. Nicolas LE NY en Mme Claudine LE NY le 21 juin 2023 ;
- Vu** la preuve de dépôt du 11 juillet 2016 délivrée à Mme Morgane LE NY pour la création d'un élevage de volailles de 34 500 animaux équivalents sur le site « Goas Ven » à Saint-Servais ;
- Vu** la demande d'examen au cas par cas n° 2025-22-0029 présentée par Mmes LE NY Claudine et Morgane relative au projet de la régularisation en volaille de chair de deux sociétés individuelles sur le même site, "Goas Ven", pour un effectif après projet de 179 200 poulets au lieu-dit « Goas Ven » sur le territoire de la commune de Saint-Servais, reçue le 12 novembre 2025 et considérée complète le 24 novembre 2025 et les plans joints ;

**Considérant** que le préfet de département est l'autorité de police mentionnée à l'article L. 171-8 et à l'article L. 122-1 et qu'il lui appartient de déterminer si la modification ou l'extension envisagée doit être soumise à évaluation environnementale ;

**Considérant** que la demande consiste en une régularisation de l'installation pour porter la capacité à 179 200 emplacements de volailles de chair (poulets) ;

**Considérant** que les bâtiments sont existants et qu'il n'y a pas de nouvelle construction ;

**Considérant** que l'ensemble des bâtiments est situé à distance réglementaire des tiers ;

**Considérant** que l'installation autorisée par arrêté préfectoral en date du 03 février 2014 a bénéficié d'une dérogation de distances vis-à-vis d'un forage et que les 2 poulaillers relevant du régime de la déclaration et objet de la présente demande de régularisation sont situés à distance réglementaire des points d'eau ;

**Considérant** que le projet se situe sur la commune de Saint-Servais, hors bassin versant sensible ;

**Considérant** que le projet n'est pas situé dans une zone sensible (Natura 2000, ZNIEFF, sites classés, zone humide...) ;

**Considérant** que le projet n'est pas de nature à présenter des dangers ou inconvénients nouveaux pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

**Considérant** que le projet, au vu des éléments fournis, n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement au sens de la directive européenne susvisée et ne justifie pas la réalisation d'une évaluation environnementale ;

**Considérant** le décret n° 2024-529 du 10 juin 2024 portant diverses dispositions relatives à l'évaluation environnementale des projets ;

**Considérant** que l'évolution des effectifs, supérieure à 40 000 emplacements de poulets est jugée substantielle, mais restant inférieure à 85 000 emplacements, justifie la demande d'une autorisation environnementale avec étude d'incidence ;

**Sur proposition** du secrétaire général de la préfecture des Côtes-d'Armor,

## **ARRÊTE**

### **Article 1<sup>er</sup>**

En application de la section première du chapitre II du titre II du livre 1<sup>er</sup> du code de l'environnement, le projet de la régularisation en volaille de chair de deux sociétés individuelles sur le même site, "Goas Ven", pour un effectif après projet de 179 200 poulets au nom de LE NY Claudine et Morgane au lieu-dit « Goas Ven » à Saint-Servais, est dispensé de la production d'une étude d'impact.

### **Article 2**

La présente décision est délivrée au regard des informations contenues dans la demande (formulaire et ses annexes). Elle peut être remise en cause si les résultats d'études ultérieures mettent en évidence des impacts ou une sensibilité particulière du milieu.

### **Article 3**

Cette décision, délivrée en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement, ne dispense pas des autres procédures et autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis. Par ailleurs, l'absence de réalisation d'une étude d'impact ne dispense pas le pétitionnaire de mettre en œuvre les principes généraux énoncés à l'article L. 110-1 du code de l'environnement, particulièrement en ce qui concerne le principe d'action préventive et de correction.

### **Article 4 - Publication**

Le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État en Côtes-d'Armor pendant quatre mois minimum

### **Article 5 - Voies et délais de recours**

Conformément à l'article L. 181-17 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

En application de l'article R. 181-50 du code de l'environnement, sans préjudice de l'article L. 411-2 du code des relations entre le public et l'administration, le présent arrêté peut être déféré au tribunal administratif de Rennes (Hôtel de Bizien - 3 contour de la Motte - 35044 Rennes cedex) :

1° Par les exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour à la décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de deux mois à compter de :

- a) L'affichage de la décision en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;
- b) La publication de la décision sur le site internet des services de l'État en Côtes-d'Armor prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le tribunal administratif de Rennes peut être saisi par l'application « télérecours citoyens » accessible par le site : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Conformément à l'article L. 411-2 du code des relations entre le public et l'administration, la décision peut faire l'objet, dans le délai imparti pour l'introduction d'un recours contentieux :

- d'un recours gracieux, adressé au préfet des Côtes-d'Armor - Direction départementale de la protection des populations - service PRE - 9 rue du Sabot - 22440 Ploufragan ;
- d'un recours hiérarchique adressé à la ministre de la transition écologique - Direction générale de la prévention des risques - Grande arche de la défense paroi sud - 92055 La Défense cedex ;

qui interrompt le cours de ce délai.

Lorsque dans le délai initial du recours contentieux ouvert à l'encontre de la décision, sont exercés contre cette décision un recours gracieux et un recours hiérarchique, le délai du recours contentieux, prorogé par l'exercice de ces recours administratifs, ne recommence à courir à l'égard de la décision initiale que lorsqu'ils ont été l'un et l'autre rejetés.

En application de l'article R. 181-51 du code de l'environnement, en cas de recours contentieux des tiers intéressés, à l'encontre de cette décision, l'auteur du recours est tenu, à peine d'irrecevabilité, de notifier celui-ci au préfet des Côtes-d'Armor et au bénéficiaire de la décision. L'auteur d'un recours administratif est également tenu de le notifier au bénéficiaire de la décision à peine de non prorogation du délai de recours contentieux.

Cette notification doit intervenir par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter du dépôt du recours administratif ou de la date d'envoi du recours administratif.

La notification du recours au préfet et s'il y a lieu, au bénéficiaire de la décision est réputée accomplie à la date d'envoi de la lettre recommandée avec avis de réception. Cette date est établie par le certificat de dépôt de la lettre recommandée auprès des services postaux.

## Article 6 – Exécution

Le secrétaire général de la préfecture des Côtes-d'Armor, le sous-préfet de Guingamp, le maire de Saint-Servais et le directeur départemental de la protection des populations sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie est notifiée au pétitionnaire pour être conservée en permanence et présentée à toute réquisition des autorités administratives.

Saint-Brieuc, le 12 JAN. 2026

Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général



Georges SALAÜN

